



DÉCLARATION

94/41

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCATION
DE
L'HONORABLE RAYMOND CHAN,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT (ASIE-PACIFIQUE),
À L'UNIVERSITÉ NATIONALE D'AUSTRALIE
«LE CANADA ET LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE»

CANBERRA, Australie
Le 4 août 1994

Canada

Professeur Ricklefs, mesdames et messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de vous rencontrer aujourd'hui à l'occasion de ma première visite en Australie.

Je suis venu en Australie en tant que chef de la délégation canadienne au Forum du Pacifique Sud. Cette visite m'a fourni l'occasion de rencontrer des ministres de la région et de m'entretenir avec le premier ministre, M. Keating. J'ai également pu expliquer sommairement les points de vue du Canada sur certaines questions d'intérêt commun et sur certains des problèmes auxquels font actuellement face les petits États, à l'économie souvent fragile, des îles du Pacifique Sud.

Aujourd'hui, vous me fournissez une autre occasion, et j'en suis très heureux, d'exposer dans leurs grandes lignes les intérêts et l'activité du Canada dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Depuis ma nomination au poste de secrétaire d'État (Asie-Pacifique) en octobre dernier, j'ai effectué de nombreuses visites dans la région, ce qui m'a permis de constater, avec grand plaisir, que le Canada y jouissait d'une bonne réputation.

Or, en dépit de leur attitude très positive envers le Canada, les gens que j'ai rencontrés ne semblaient pas bien connaître les intérêts et les engagements de mon pays dans la région de l'Asie et du Pacifique. Je ne sais vraiment pas pourquoi il en est ainsi — peut-être parce que le Canada est trop modeste et peut-être aussi parce que le rôle des États-Unis est un sujet de préoccupation plus dominant. Peut-être est-ce simplement que nous ne claironnons pas assez souvent notre gloire, et pas assez fort.

Ayant moi-même immigré au Canada, en provenance d'un pays d'Asie, je me suis beaucoup intéressé aux mouvements des populations et à leurs répercussions sur un pays. À toutes les époques de l'histoire du Canada, il y a eu de grandes poussées vers l'ouest, en direction du Pacifique. Des sociétés légendaires telle que le Canadien Pacifique (qui demeure, encore aujourd'hui, l'une des plus importantes compagnies de transport au monde) témoignent de cet engouement pour le Pacifique. Il y a plus de 100 ans, des milliers de travailleurs chinois ont participé à la construction de ce long ruban d'acier, et c'est d'ailleurs pourquoi le Canada est bien connu dans les villages du sud de la Chine.

Aujourd'hui, l'expression «Asie-Pacifique» n'évoque plus seulement, pour les Canadiens, une région géographique éloignée, mais une notion omniprésente dans la conscience du Canada moderne. Cinquante pour cent des personnes qui immigrent au Canada viennent de la région de l'Asie et du Pacifique, et 5 p. 100 des Canadiens ont des ancêtres originaires de cette région du monde.

Les liens du Canada avec le Pacifique Sud remontent à plus d'un siècle, alors que des missionnaires canadiens ont ouvert des

missions en Chine. Je mentionne ce fait parce que plusieurs descendants de ces familles de missionnaires ont joué un rôle important dans la mise sur pied du ministère canadien des Affaires extérieures et ont largement contribué à cultiver l'intérêt pour l'Asie au sein du Ministère, intérêt qui s'est perpétué jusqu'à aujourd'hui.

Le Canada n'a pas limité son attention à la région du nord de l'Asie. L'un des premiers agents commerciaux envoyés en poste à l'étranger est venu ouvrir un bureau commercial à Sydney, en Nouvelle-Galles du Sud, en 1895. L'an prochain, nous pourrons célébrer le centenaire des relations commerciales du Canada avec l'Australie et déjà, un certain nombre d'événements sont prévus pour souligner cet important anniversaire.

Les liens entre le Canada et la région de l'Asie et du Pacifique se sont développés rapidement au début du XX^e siècle et se sont consolidés grâce aux efforts du secteur privé, notamment de la Canadian Pacific Steamship Company, dont les navires de ligne «Empress» faisaient la navette entre la côte Ouest du Canada et de nombreux ports asiatiques.

Parce que nos troupes étaient surtout déployées en Europe, les Canadiens n'ont pas pris une part aussi active que les Australiens aux engagements de la Seconde Guerre mondiale dans la région de l'Asie et du Pacifique; un régiment de jeunes Canadiens a tout de même combattu et plusieurs ont donné leur vie pour défendre la colonie britannique de Hong Kong. La collaboration en temps de guerre entre le Canada et l'Australie a pris par ailleurs des formes multiples : le Royal Newfoundland Regiment a combattu aux côtés des troupes australiennes et néo-zélandaises à Gallipoli; un contingent canadien de transmissions, posté à Darwin, a intercepté les communications japonaises en 1944 et 1945; quelque 10 000 aviateurs australiens ont reçu leur instruction au Canada dans le cadre du Programme d'entraînement aérien du Commonwealth dans les années 1940; et des troupes canadiennes et australiennes ont pris part à la guerre de Corée au sein d'une division du Commonwealth. Plus récemment, nos deux pays ont envoyé des forces de maintien de la paix dans des pays tels que le Cambodge et la Somalie.

Les interventions du Canada en Indochine remontent au début des années 1950; il n'y a pas joué un rôle de protagoniste mais de gardien de la paix. Les militaires et diplomates canadiens ont en effet siégé à ce titre à deux commissions de contrôle mises en place en Indochine. Cet intérêt du Canada pour l'Asie du Sud-Est et son engagement dans cette partie du monde se sont maintenus jusqu'à ce jour comme en témoignent notre participation au processus de paix cambodgien et l'envoi dans ce pays de personnel militaire canadien. Les Forces armées canadiennes sont d'ailleurs encore sur place afin d'aider aux opérations de déminage, et

c'est un officier canadien qui est responsable de la formation en ce domaine.

Le Canada a été l'un des premiers pays à participer au Plan Colombo au début des années 1950. Il a également été l'un des fondateurs de la Banque asiatique de développement, dont il est toujours le troisième plus important donateur. En fait, 30 p. 100 du budget annuel de l'aide canadienne au développement, qui s'élève à un peu plus de 1 milliard de dollars, sont consacrés à la région de l'Asie et du Pacifique.

Aujourd'hui, les relations du Canada avec la région de l'Asie et du Pacifique sont diversifiées et de plus en plus dynamiques.

Les exportations de produits et services vers cette région représentent plus d'un quart du produit intérieur brut du Canada et, ces dernières années, le secteur des exportations a été le moteur de la croissance économique de notre pays.

Après l'Amérique du Nord, la région de l'Asie et du Pacifique est devenue la plus importante pour les échanges commerciaux du Canada et se situe au second rang des marchés vers lesquels les exportations canadiennes augmentent le plus rapidement. Depuis 1983, les échanges commerciaux du Canada avec la région de l'Asie et du Pacifique sont plus considérables qu'avec l'Europe, par une marge qui atteint actuellement les 45 p. 100.

Dix de nos vingt-cinq principaux partenaires commerciaux, y compris l'Australie, sont des pays de l'Asie et du Pacifique.

Une grande partie des échanges commerciaux du Canada avec la région de l'Asie et du Pacifique sont réalisés par les provinces de l'Ouest canadien. Ma propre province, la Colombie-Britannique, commerce davantage avec l'Asie et le Pacifique qu'avec les États-Unis. Voilà un fait fort éloquent si l'on songe que l'État de Californie — qui compte 30 millions d'habitants et dont l'économie est la neuvième du monde — n'est situé qu'à deux heures d'avion de la Colombie-Britannique.

La région de l'Asie et du Pacifique devient progressivement l'une des principales sources d'investissement direct étranger et de technologie nouvelle pour le Canada. Au cours de la dernière décennie, le Japon est passé du huitième au troisième rang des investisseurs étrangers au Canada, juste derrière les États-Unis et le Royaume-Uni. L'investissement direct japonais a doublé depuis 1985 pour atteindre près de 10 milliards de dollars, tandis que l'investissement de portefeuille, surtout des obligations des trésors fédéral et provinciaux, a atteint les 46 milliards de dollars. D'autres pays asiatiques, tels Hong Kong, Singapour, Taïwan et la République de Corée, sont également devenus d'importants investisseurs au Canada.

Si nous pensons à l'avenir, le Canada possède, tout comme l'Australie, un avantage culturel qui fait défaut à bon nombre de nos concurrents. Cet avantage, c'est le nombre considérable — près de 1 million de personnes — et sans cesse croissant de Canadiens d'origine asiatique. Le chinois vient maintenant au troisième rang des langues les plus parlées dans les foyers. La présence au Canada d'un si grand nombre d'Asiatiques facilite les transactions commerciales et financières et, comme vous le savez sans doute, les liens familiaux jouent un rôle important dans la société asiatique et influent grandement sur les décisions qui sont prises.

Une meilleure connaissance de la langue et de la culture seront des atouts essentiels sur le plan de la compétitivité internationale. C'est la principale raison pour laquelle le gouvernement canadien a créé, il y a dix ans, la Fondation Asie-Pacifique et lancé, il y a maintenant cinq ans, une initiative de plusieurs millions de dollars, appelée «Pacifique 2000» dans le but premier d'encourager les Canadiens à parfaire leur connaissance de l'Asie. Je dois reconnaître ici que des initiatives semblables mises sur pied en Australie quelques années auparavant nous ont servi d'exemples et nous été d'une aide précieuse.

Nous avons également été impressionnés par les moyens déployés par les Australiens pour inciter des étudiants asiatiques à venir étudier en Australie; inspirés par cet exemple, nous sommes sur le point de créer des centres canadiens d'éducation dans un certain nombre de capitales de l'Asie afin de répondre aux demandes de personnes désirant poursuivre leurs études au Canada. Je crois que les demandes seront suffisamment nombreuses pour que nos deux pays puissent en tirer avantage.

Un élément joue un rôle de plus en plus important dans les relations commerciales et économiques du Canada avec la région de l'Asie et du Pacifique. Je veux parler des liens de plus en plus étroits qui s'établissent entre les gouvernements et le secteur privé, surtout grâce à l'APEC (l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique).

Le gouvernement australien d'aujourd'hui et ceux des années passées méritent toute notre admiration pour avoir pris l'initiative de mettre l'APEC sur pied et pour permettre à cette organisation de poursuivre sur sa lancée.

Le Canada a été l'un des intervenants les plus actifs dans le processus de l'APEC et nous entendons continuer d'apporter notre concours à cette organisation afin qu'elle puisse devenir le lieu premier de la coopération commerciale et économique dans la région.

En fait, lors de sa première visite à l'extérieur du Canada, après l'élection de l'année dernière, le premier ministre, M. Chrétien, a participé aux réunions des dirigeants de l'APEC, à Seattle. Plus récemment, M. Chrétien et M. Keating ont discuté de questions relatives à l'APEC lors de conversations téléphoniques et également à l'occasion de leur rencontre pendant les cérémonies de commémoration du jour J, à Londres.

Bref, le Canada et l'Australie sont tous les deux convaincus de l'importance de l'APEC pour tous les pays de la région. Mais nous sommes également conscients qu'il reste beaucoup à faire pour que l'APEC puisse exploiter tout son potentiel. La question centrale, qui consiste à savoir quels sont les meilleurs moyens de libéraliser les échanges commerciaux, exigera beaucoup de réflexion et des engagements concertés, mais encore faut-il que la discussion soit bien amorcée à la réunion des dirigeants de l'APEC qui aura lieu au mois de novembre, en Indonésie.

Étant une puissance intermédiaire, tout comme l'Australie, le Canada a toujours été conscient de l'importance du dialogue, du renforcement des institutions et du multilatéralisme. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Canada a abordé la question de la sécurité régionale.

Comme certains d'entre vous le savent peut-être, nous avons parrainé un Dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord et avons joué un rôle non négligeable dans la deuxième édition du dialogue sur la sécurité. Le Canada soutient activement des institutions régionales comme l'ANASE [Association des nations de l'Asie du Sud-Est], tant sur les scènes politique qu'économique, et participe maintenant de près au tout nouveau Forum régional de l'ANASE. À l'instar de l'Australie, nous oeuvrons à l'instauration d'un degré de sécurité satisfaisant parmi les pays membres du Forum et cherchons à orienter la discussion sur des questions de fond telles que la diplomatie préventive, le maintien de la paix et la non-prolifération des armes nucléaires.

Nous sommes Partenaires du dialogue de l'ANASE depuis 1977 et mon collègue, notre ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, vient tout juste de participer à la Conférence postministérielle annuelle de l'ANASE ainsi qu'à la rencontre ministérielle tenue dans le cadre du Forum régional. M. Ouellet a également eu l'occasion de rencontrer le sénateur Evans afin d'échanger sur des questions régionales auxquelles le Canada et l'Australie accordent tous les deux de l'importance.

Permettez-moi de prendre quelques instants pour vous parler de la relation Canada-Australie.

Comme je l'ai déjà mentionné, la relation entre nos deux pays est fort ancienne, et remonte aux origines de nos États respectifs.

On sait que le capitaine Cook, après avoir exploré les mers entourant l'Australie, se rendit au Canada afin d'aider le général Wolfe à remonter le Saint-Laurent en prévision de la bataille historique des plaines d'Abraham, qui a changé le cours de l'histoire canadienne.

Des manifestations spéciales doivent avoir lieu l'an prochain afin de souligner le 100^e anniversaire des relations commerciales entre le Canada et l'Australie, notamment une visite de mon collègue le ministre du Commerce international, M. Roy Maclaren, qui viendra inaugurer une importante conférence sur le commerce et les investissements, qui aura lieu à Sydney, en février prochain. Nous espérons également pouvoir organiser, plus tard dans l'année, les visites du ministre des Affaires étrangères, M. Ouellet, et du premier ministre, M. Chrétien.

Les relations Canada-Australie sont des relations de longue date, des relations amicales et des relations à grande échelle. Outre les liens historiques, nos deux pays ont des échanges bilatéraux importants dans les domaines du commerce et des investissements, mais ces échanges pourraient être encore augmentés. Notre commerce bilatéral se chiffre à 2 milliards de dollars et l'Australie est le cinquième client du Canada dans la région, et probablement notre plus grand marché dans toute la région de l'Asie et du Pacifique en ce qui concerne les produits hautement élaborés.

Depuis des décennies, nos deux pays ont pris l'habitude de se consulter sur les questions internationales et sur les enjeux des politiques gouvernementales dans les domaines de l'immigration, du multiculturalisme, de l'environnement, des titres autochtones de propriété foncière, des soins de santé, des relations fédérales-provinciales, etc. À cause des similitudes entre nos deux pays, les communications entre nos administrations publiques s'en trouvent grandement facilitées, comme l'illustre le fait qu'en permanence, une quinzaine de fonctionnaires canadiens oeuvrent au sein de la fonction publique australienne et qu'un nombre équivalent de fonctionnaires australiens travaillent à Ottawa.

Nous nous entendons si bien que nous avons même commencé à partager des locaux diplomatiques à l'étranger. C'est ainsi que l'ambassadeur du Canada au Cambodge a ses bureaux dans l'ambassade d'Australie, tandis que le haut-commissariat d'Australie à la Barbade loge dans les bureaux du haut-commissariat du Canada à Bridgetown.

Même si nos relations bilatérales sont excellentes (ou peut-être justement parce qu'elles le sont), nous avons eu tendance, au cours des dernières années, à nous négliger réciproquement, du moins dans une certaine mesure. Certains expliquent la situation

par le fait que le Canada a été très accaparé par les questions internes, par l'ALE [Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis], puis par l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain], tandis que l'Australie a eu tendance à concentrer en grande partie ses efforts sur ses proches voisins de l'Asie et du Pacifique. Je crois pour ma part que ces explications sont plausibles.

Quoi qu'il en soit, le Canada continue d'accorder beaucoup d'importance à ses rapports avec l'Australie. Il est permis d'espérer que le 100^e anniversaire des relations commerciales entre nos deux pays, l'an prochain, nous fournira une occasion unique et historique de réitérer notre engagement à coopérer à notre avantage mutuel, particulièrement mais non pas exclusivement dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Il est un aspect important de notre relation bilatérale, que j'appellerais «inclusion» l'un de l'autre. Trop souvent, au Canada, lorsque nous parlons de «l'Asie et du Pacifique», nous n'incluons pas l'Australie dans cette région du monde. Nous avons plutôt tendance à penser seulement aux pays asiatiques. Et je soupçonne que l'inverse est vrai en Australie et que le Canada ne vient pas immédiatement à l'esprit des Australiens lorsqu'il est question de la région de l'Asie et du Pacifique.

Je souhaite donc que le Canada et l'Australie modifient leurs conceptions respectives de l'Asie et du Pacifique afin de s'y inclure mutuellement. Ce changement d'attitude serait d'autant plus indiqué que nous poursuivons des objectifs semblables en ce qui concerne la réalisation de grandes initiatives telle que l'APEC et le programme de sécurité régionale. Comme nous avons la même perception de ce que doivent être les priorités de l'APEC, il est logique d'entretenir des liens étroits de collaboration.

Mais notre collaboration ne doit pas se limiter à ce domaine. Même s'ils ne sont que des puissances intermédiaires, nos deux pays ont apporté, au fil des années, des contributions étonnamment importantes aux débats sur les questions internationales. Sur les questions de fond, le Canada et l'Australie sont rarement en désaccord. Ce qui me permet de penser que nos deux pays, ainsi que la communauté internationale, ont tout avantage à renouveler leur engagement respectif en matière de coopération bilatérale et multilatérale.

Merci.